

Collège des cours et tribunaux
LE PRÉSIDENT

Gestionnaire du dossier : Fabienne Bayard
Tél. : +32 (0)2/557 46 50

Aux COMITÉS de DIRECTION

A l'attention

- des présidents
- des greffiers en chef

E-mail : cct-chr@just.fgov.be

Bruxelles, le 16/03/2020

Objet : UPDATE - Communicaton coronavirus III - FR CODIR 20200316

Madame, monsieur le président,
Madame, monsieur le greffier en chef,

L'aggravation de la situation sanitaire impose au Collège de prendre de nouvelles mesures sous forme de directives contraignantes.

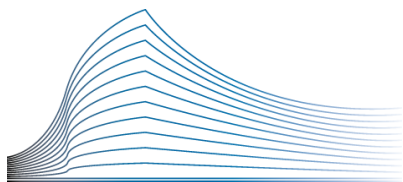
Des mesures drastiques sont nécessaires afin de retarder la propagation du coronavirus Covid 19.

Les contacts interpersonnels doivent être évités.

De manière générale il est **imposé de ne plus traiter que les affaires urgentes**, et les affaires civiles pour lesquelles il est possible de recourir à **la procédure écrite**.

Sont à tout le moins nécessaires les **directives obligatoires** suivantes :

1. Autant que faire se peut, selon le personnel disponible : maintien d'un service minimum coordonné par les greffiers en chef.
2. Accès du public aux greffes limité au strict minimum nécessaire (communication par e-mail, par téléphone ou par courrier).
3. Dépôt des conclusions et des pièces par e-deposit (gratuit !)
4. Les nouveaux dossiers ne seront introduits qu'après le 19/04/20, à l'exception des cas urgents. Les cas déjà décidés seront reportés après le 19/04/20, à l'exception des cas urgents et des cas qui peuvent être pris en considération par écrit.
5. Dans les causes fixées le juge ou les parties peuvent proposer que les plaidoiries soient remplacées par une procédure écrite. Celle-ci est décidée si toutes les parties y consentent.



6. Les transferts sont limités autant que possible. Les avocats sont expressément invités à représenter leurs clients détenus. Des exceptions peuvent être décidées par le président de la chambre pénale concernée (juge d'instruction ou sur le fond, à la demande ou non de la personne détenue ou de son avocat).
7. Les prononcés dans les affaires pénales peuvent être remis à la semaine du 20 avril, sauf s'il y a des personnes arrêtées ou si le prononcé doit avoir lieu en urgence. Le président de la chambre juge de l'existence de ce caractère urgent.
8. Autoriser systématiquement les avocats à représenter leurs clients même si leur présence est légalement requise. Si la présence en personne d'une partie est jugée nécessaire, l'affaire est reportée à une date postérieure au 19 avril 2020, sauf urgence ou circonstances particulières exigeant un traitement immédiat.
9. Faire preuve d'une souplesse maximale dans l'appréciation des demande de remise des avocats et des parties.
10. Publication obligatoire des mesures prises sur le site internet de chaque juridiction.
11. Dans un souci d'uniformité, les lignes directrices obligatoires du CTT priment sur toute mesure contradictoire prise par les comités de gestion.

Chaque comité de direction doit mettre en œuvre, dès le moment de leur réception, toutes les directives contraignantes reprises supra, dont les effets courent jusqu'au 19 avril 2020.

Le CCT reste attentif à l'évolution de la situation.

Cordialement
Fabienne Bayard
Présidente du Collège des cours et tribunaux